



Lundi 29 juillet 2024



La valeur des produits alimentaires exportés a atteint près de 400 mns USD en 2023.

La Directrice centrale du suivi et de la promotion des échanges commerciaux au ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, Farah Mekideche, a indiqué que la valeur des exportations algériennes des produits alimentaires avait atteint, en 2023, près de 400 millions USD.

Intervenant sur les ondes de la Chaine 1 de la Radio nationale, la responsable a fait savoir que "l'Algérie avait exporté l'équivalent de 397 millions USD de produits alimentaires, au cours de l'année écoulée", et ce grâce à "la nouvelle politique nationale qui soutient l'investissement dans des secteurs, autrefois dominés par l'importation".

"L'Algérie a pu, également, augmenter le volume de ses exportations hors hydrocarbures, grâce à l'amélioration de son climat d'investissement au cours de ces 4 dernières années, et à la politique clairvoyante adoptée en matière de gestion du commerce extérieur", outre l'encouragement des initiatives et leur accompagnement par l'Etat, et la numérisation des différents secteurs, ayant permis de maîtriser les mécanismes et les chiffres", a ajouté l'intervenante.

Pour Mme Mekideche, "Ces indicateurs positifs renforcent la confiance en la capacité des entreprises algériennes a changé la donne traditionnelle basée sur l'importation, en s'orientant davantage vers l'exportation", affirmant que le ministère accompagnera et soutiendra tous les secteurs, notamment les secteurs prometteurs".

L'UGCAA prêt à contribuer aux efforts visant la stabilité des prix du café

L'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) a exprimé, dimanche dans un communiqué, sa pleine disponibilité à contribuer aux efforts du Gouvernement visant à stabiliser les prix du café sur le marché national, notamment en s'engageant à plafonner les marges bénéficiaires.

L'UGCAA s'est dite "satisfaite des conclusions ayant sanctionné la réunion interministérielle, présidée par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, consacrée à la prise de mesures nécessaires face à la hausse des prix mondiaux du café et à ses répercussions sur le marché local", se félicitant des "décisions et mesures judicieuses qui ont été prises à même de contribuer à la baisse des prix et au renforcement du pouvoir d'achat des citoyens", lit-on dans le communiqué.

L'Union a également salué "la rapidité de la prise en charge des préoccupations des professionnels et de leur accompagnement", selon la même source.



Des mesures pour booster la finance islamique par l'immobilier

Des mesures pour booster la finance islamique par l'immobilier en Algérie sont prises par le gouvernement. Le décret est signé par le Premier ministre.

Ainsi, le gouvernement vient de franchir une étape importante dans le développement de la finance islamique, en fixant les modalités d'octroi de bonification du taux d'intérêt et de la marge bénéficiaire des prêts immobiliers conformes à la Charia.

Un taux de bonification de 5%

Cette décision, matérialisée par le décret exécutif n°24-232 du 13 juillet 2024, signé par le Premier ministre, Nadir Larbaoui, témoigne de la volonté des pouvoirs publics de promouvoir des alternatives financières en accord avec les principes islamiques.

Le nouveau cadre réglementaire définit deux niveaux de bonification en fonction des revenus des bénéficiaires. Pour les ménages dont les revenus cumulés sont compris entre une et six fois le salaire national minimum garanti (SNMG), la bonification s'élève à 5%. Elle est réduite à 3% pour ceux dont les revenus se situent entre six et douze fois le

SNMG. Cette mesure vise à rendre l'accès à la propriété plus accessible, tout en tenant compte des différences de capacité financière des ménages.

Les contrats de financement islamique éligibles

Il est important de noter que ces dispositions s'appliquent non seulement aux prêts conventionnels, mais aussi aux produits de financement islamique. Cette inclusion témoigne de la reconnaissance croissante de la finance islamique comme une alternative viable et importante dans le paysage financier algérien. Les contrats de financement islamique éligibles à ces bonifications sont la Mourabaha, l'Ijara et l'Istisna'a, couvrant ainsi un large éventail de besoins en matière de financement immobilier.

Le décret précise également que le taux d'intérêt ou la marge bénéficiaire à la charge du bénéficiaire ne peut être inférieur à 1% pour la première tranche de revenus et à 3% pour la seconde. La disposition vise à maintenir un certain niveau de responsabilité financière de la part des emprunteurs, tout en allégeant considérablement leur charge par rapport aux taux du marché.

Une offre foncière publique au Sud et dans les Hauts Plateaux

Un aspect particulièrement intéressant de cette réglementation concerne les logements individuels. Le texte stipule que ces derniers, qu'ils soient construits sous forme groupée ou dans le cadre de l'offre foncière publique, ne peuvent être réalisés que dans des zones définies des wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux. Cette mesure s'inscrit dans une stratégie plus large de développement territorial visant à encourager l'habitat dans des régions moins densément peuplées.

L'introduction de ces mesures de bonification pour la finance islamique représente une avancée significative dans le paysage financier national. Elle répond à une demande croissante de produits financiers conformes aux préceptes de l'Islam, tout en s'alignant sur les objectifs de développement économique et social du pays. En rendant ces produits plus accessibles, le gouvernement espère ainsi stimuler le secteur immobilier, tout en offrant aux citoyens des options de financement en accord avec leurs préférences financières.

La finance islamique contribue à l'inclusion financière

Cette initiative s'inscrit dans un contexte plus large de diversification du secteur financier algérien. La finance islamique, avec ses principes de partage des risques et d'interdiction de l'intérêt, est perçue comme un outil potentiel pour attirer de nouveaux investisseurs et mobiliser des ressources financières jusque-là inexploitées. Elle pourrait également contribuer à l'inclusion financière, en attirant une partie de la population réticente aux produits financiers conventionnels.

Cependant, de l'avis des experts financiers, le succès de ces mesures dépendra de plusieurs facteurs, dont «la capacité des banques et des établissements financiers à proposer des produits attractifs et compétitifs, la sensibilisation du public aux spécificités de la finance islamique et la formation des professionnels du secteur».

De plus, l'articulation de ces produits avec le cadre réglementaire et fiscal existant nécessitera une attention particulière pour garantir leur viabilité à long terme.



Mesures gouvernementales sur les prix du café

Les mesures gouvernementales sur les prix du café soulagent les organisations professionnelles. Ainsi ces mesures auront pour effet de maîtriser le coût de ce produit.

Les organisations de protection du consommateur et les professionnels se disent «soulagés», suite aux mesures prévues par le gouvernement en vue de faire face aux répercussions de la hausse vertigineuse des cours internationaux du café. Aussi, l'on s'attend, d'ores et déjà, à une baisse des prix impliquant la mobilisation de l'ensemble des acteurs concernés à divers niveaux à même de protéger le pouvoir d'achat du citoyen.

Parmi ces mesures, rappelons-le, l'accompagnement fiscal des opérateurs économiques en activité dans ce créneau. L'on cite également le plafonnement de la marge bénéficiaire à l'importation et à la distribution en gros et au détail, en plus de l'affectation d'un circuit vert aux importateurs au niveau des douanes en vue de faciliter les procédures d'importation de ce produit.

La FAC accompagnera les décisions du gouvernement

À ce propos, le directeur exécutif de la Fédération algérienne des consommateurs (FAC), Mohamed Toumi a salué l'intervention de l'État à travers cette batterie de mesures, qui tend à protéger le pouvoir d'achat des consommateurs. «Nous accompagnons les décisions prises par le gouvernement ayant pour but de protéger le pouvoir d'achat», commente-t-il. Cela d'autant que, précise-t-il, l'Algérie est considérée parmi les grands consommateurs du café au niveau mondial.

Toumi explique que l'inflation des prix de ce produit à l'échelle mondiale est entraînée par un manque de pluviosité dans les pays producteurs de café, dont le Vietnam. Ce qui a engendré un manque d'offre sur le marché international, poursuit-il. Conséquence : le responsable affirme que certaines unités de transformation et de torréfaction ont dû mettre leur activité à l'arrêt, en raison de la cherté du prix de la matière première (café en grain).

L'UGCAA s'attend à une baisse des prix du café en Algérie

Pour sa part, le secrétaire général et porte-parole de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), Aissem Badrissi, salue les mesures du gouvernement et s'engage à accompagner les commerçants opérant dans la distribution et l'achat, en gros

et au détail, du café. «On s'attend à une baisse des prix du café au marché local, après la mise en œuvre des mesures décidées par le gouvernement, notamment le circuit vert et le plafonnement de la marge bénéficiaire», prévoit-il, rappelant que les prix ont grimpé, les trois derniers mois, de 100%.

Pour Bardissi, de telles mesures barreront la route aux «spéculateurs et aux intrus». «Nous envisageons d'approcher les commerçants à travers une campagne de sensibilisation pour qu'ils adhèrent à ces mesures, et aller vers une restructuration des prix, tout en tenant compte des stocks acquis aux anciens prix», fait-il savoir. Ainsi, l'UGCAA relève le défi et se dit disponible pour coopérer dans ce sillage avec les différents acteurs. «Nous œuvrons à la moralisation de l'activité commerciale et nous avons déjà réussi le défi durant le mois de ramadhan passé, par conséquent, nous pourrions le relever cette fois-ci», insiste Badrassi.

Tenir compte de la provenance du produit

Sur ce sujet, l'importateur et torréfacteur, Fouad Hamdani, estime que les mesures décidées par le gouvernement sont «les bienvenues», tant elles vont soulager les opérateurs activant dans ce domaine. Selon ses précisions, le problème des prix du café se pose au niveau du cours boursier, mais aussi au niveau du «différentiel». «Le cours boursier est une chose et les prix appliqués sur le terrain en est une autre. Car la provenance du café est un facteur déterminant dans la structure des prix dans les différents pays», explique-t-il

Et d'ajouter : «La bourse de référence de la variété Robusta est implantée à Londres (FOB Londres) et ses cours obéissent, comme tout produit, à la règle de l'offre et de la demande. La valeur du différentiel est tributaire des coûts du transport de ce produit, qui varie en fonction de la provenance. Même principe est appliqué pour la variété Arabica, dont la bourse est à New York». Dans ce sillage, le professionnel rappelle que la consommation du café au marché local est de l'ordre de 90% pour Robusta et 10% pour Arabica. Ce qui implique, à ses yeux, la nécessité de tenir compte des tendances précitées dans la mise en œuvre des mesures prévues.

La question de l'ajout du sucre dans le café

Concernant le plafonnement de la marge bénéficiaire, Hamdani préconise qu'il soit appliqué sur le coût de revient pour chaque opérateur. «Il est impératif de calculer la marge bénéficiaire sur la base des charges incluses pour ne pas léser les commerçants, et être équitable dans l'application du plafonnement», suggère-t-il.

Par ailleurs, Hamdani évoque la question de l'ajout du sucre dans le café torréfié, plaidant pour la suppression définitive de ce produit. «L'ajout du sucre dans le café moulu échappe à tout contrôle et c'est nocif pour la santé du consommateur, sachant que les torréfacteurs qui s'adonnent à cette pratique sont au même pied d'égalité que ceux qui s'en abstiennent. Chose qui n'est pas normale», juge-t-il.

Dédouanement des équipements agricoles de moins de 7 ans

Le dédouanement des équipements agricoles de moins de 7 ans est un soulagement pour les agriculteurs algériens.

En vertu d'un décret exécutif publié au [Journal officiel](#) (JO), les équipements ou matériels agricoles de moins de sept ans sont désormais éligibles à l'autorisation de dédouanement. Selon le Secrétaire général de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), Abdellatif Dilmi, la décision permettra de soulager grandement les agriculteurs, rappelant qu'il s'agit d'une ancienne revendication.

L'acquisition de ces matériels augmentera les rendements

«Conscients de la nécessité de se doter d'équipement de grande puissance pour pouvoir répondre aux exigences de l'agriculture moderne, nous avons demandé d'autoriser l'importation des équipements de moins de 10 ans. Même si cela n'est pas possible, cette décision est tout de même excellente et aura un impact positif sur la production», commente-t-il. Il souligne que le président de la République a démontré une nouvelle fois son attachement à l'accompagnement des producteurs agricoles, et cette nouvelle décision témoigne de l'intérêt consistant qu'il porte au secteur et aux professionnels.

Pour Dilmi la mesure est d'autant plus importante que l'agriculture souffre, selon lui, de manque de matériels, de pièces de rechange «ce qui a des répercussion sur le volume de la production». Selon lui, l'acquisition de ces matériels aura pour effet d'augmenter les rendements, et permettra l'exploitation de grands périmètres. Il indique que l'Algérie a lancé de grands investissements qui nécessitent des équipements lourds. «Désormais, il faut voir les choses en grand. Avec les grands investissements lancés et ceux attendus dans le Sud, la mécanisation est devenue incontournable», juge-t-il.

Le développement des cultures stratégiques nécessite des équipements

De son côté, le secrétaire général du Conseil interprofessionnel des céréales (CNIFC), Benali Abdelghani, met en avant l'importance de la décision, qui va dans le sens des orientations des pouvoirs publics visant la mise en place d'une agriculture productiviste à travers le développement des cultures stratégiques notamment dans le sud. «C'est une décision très bénéfique, qui vient au bon moment. Nous avons grandement besoin de développer la mécanisation. Nous sommes en pleine extension des superficies dans le Sud, qui nécessite des équipements très spéciaux non disponibles sur le marché national. C'est un soulagement pour les agriculteurs et les investisseurs », dit-il.

Le responsable adresse ses «vifs remerciements» au président de la République pour son accompagnement permanent des agriculteurs, et au ministre de l'Agriculture pour son engagement à concrétiser la décision très attendue par le monde agricole. Benali a affirmé que le manque de matériel agricole constitue et entrave la production. «On ne peut pas travailler le sol, notamment les grandes superficies, si en parallèle, on ne dispose pas d'équipements adéquats. Le développement des cultures stratégiques nécessite des équipements qui donneront cette possibilité de travailler correctement avec une amélioration technique performante. Jusque-là, nous assistons, malheureusement, à des rendement bas et des lenteurs dans les phases semis et récolte», rappelle-t-il.

Draibine souhaite l'élargissement de la décision aux moins de 10 ans

Le secrétaire national à l'UNPA, Slimane Draibine, indique que la décision s'inscrit en droite ligne des revendications de l'organisation, mais aussi et surtout, «dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route des pouvoirs publics et du président de la République visant la mise en place d'une agriculture productiviste ». Lui aussi relève la faible mécanisation actuellement, qui ne permet pas d'augmenter la production. «Le parc existant est insuffisant pour répondre aux exigences de l'agriculture productive», soutient-il.

Il explique que ces équipements ont la capacité d'accroître la production, et l'améliorer le traitement des cultures. «Le chef de l'État a toujours été à l'écoute des agriculteurs. Nous n'avons jamais vu ça depuis l'indépendance. Il a répondu à toutes les leurs préoccupations à commencer par la tenue des assises, les indemnisations, la fourniture à titre gratuit de semences et d'engrais». Toutefois, il souhaite que la décision de l'importation soit élargie aux équipements de moins de 10 ans.



Plus de 1,2 million d'exploitations recensées en Algérie

Plus de 1,2 million d'exploitations recensées en Algérie à la fin du recensement général de l'agriculture (RGA) 2024, annonce dimanche à Alger le ministre de l'Agriculture, Youcef Cherfa.

S'exprimant lors d'un point de presse animé à l'issue d'une visite de travail dans la wilaya d'Alger, Cherfa affirme que l'objectif à travers cette opération est atteint, ajoutant que le RGA de 2024, entamée le 19 mai dernier, et qui intervient 23 ans après le dernier recensement dans ce secteur, a permis de « collecter des données très importantes, non seulement pour l'agriculture, mais également pour les autres secteurs ».

Vers l'enregistrement de la caroube 3e produit exporté

Ces données seront traitées à travers des logiciels performants et permettront à plusieurs secteurs d'élaborer leur programme de développement, note-t-il. À cet effet, le ministre salue tous les intervenants dans l'opération, assurant que l'accompagnement des collectivités locales, des organismes du secteur agricole, des ingénieurs agronomes et tant d'autres « était capital dans la concrétisation de l'opération de recensement ».

Sur un autre volet, le ministre indique que « des résultats très significatifs » ont marqué la saison agricole, se félicitant de la distinction de 3 exportateurs du secteur lors du Prix du président de la République du meilleur exportateur pour l'année 2023, attribué récemment. Il souligne également l'enregistrement prochain de la caroube, 3e produit exporté après les dattes et l'huile d'olive, dans le programme national des industries stratégiques, affirmant que ce produit « a pu frayer son chemin à l'international et a conquis d'importants marchés internationaux ».

Un nouveau centre de stockage de céréales à Rouiba

Lors de sa visite de travail dans la wilaya d'Alger, pour inspecter plusieurs projets et exploitations agricoles relevant du secteur, en compagnie du wali d'Alger, Mohamed Abdennour Rabehi, le ministre lance à Rouiba, les travaux de réalisation d'un centre de proximité de stockage des céréales. S'étendant sur une superficie de 15.000 m² et d'une capacité de stockage de 5000 tonnes, il comportera 30 silos stratégiques et 16 autres installations. Ce projet s'inscrit dans le cadre du lancement des travaux de réalisation de 350 centres de proximité de stockage de céréales, en vue d'assurer la sécurité alimentaire du pays. Leur réalisation permet d'augmenter les capacités de stockage à 9 millions de tonnes contre 3,4 millions actuellement.

Dans ce sillage, Cherfa a fait état de la réhabilitation de 16 silos métalliques qui seront réceptionnés dans 18 mois outre la réalisation de 30 silos au niveau des ports et pôles dédiés aux céréales. Le ministre a également rappelé la mise en place d'un système contractuel entre les producteurs des céréales et des légumineuses, l'[Office algérien interprofessionnel des céréales](#) (OAIC) et les coopératives locales, en vue d'assurer la traçabilité des semences, de la production et le respect du processus technique, avec un suivi continu sur le terrain.

Une laiterie d'une capacité de 1 million de litre par jour

Cherfa s'est également rendu au chantier de réalisation de la [laiterie Giplait](#) à Rouiba, un projet érigé sur un site de 40.000 m², dont le taux d'avancement des travaux est à 90%. La laiterie sera opérationnelle à la fin de l'année et s'ajoute aux 15 filiales de production du groupe public. À cette occasion, le ministre est revenu sur la production laitière dans la wilaya d'Alger, assurant que des efforts fournis par ses services et les collectivités locales pour assurer l'autosuffisance d'Alger en matière de lait, à travers l'entrée en service de la laiterie Giplait à Rouiba, d'une capacité de production de 1 million de litre de lait par jour, conformément aux orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

À la ferme agricole Si Lakhdar (Birtouta), spécialisée dans la production de plants de caroube et sa transformation industrielle pour l'exportation, le ministre a relevé la détermination de l'État à renforcer le soutien à cette filière, en facilitant l'accès au foncier, en particulier dans certaines zones et en encourageant la plantation de caroubiers dans le cadre du programme du barrage vert. À l'exploitation agricole N25 (ex-Khallowfi à Zéralda), spécialisée dans l'arboriculture et les agrumes, dont 20 hectares sont irrigués par les eaux épurées, le ministre s'est engagé à accompagner l'exploitation pour bénéficier d'un volume supplémentaire des eaux épurées destinées à l'irrigation.



Finance islamique : Du nouveau pour les prêts immobiliers

Les bonifications avantageuses pour les prêts immobiliers dans le cadre de la Finance islamique sont effectives à la suite de la publication du décret exécutif n° 24-232 du 13 juillet 2024 au Journal officiel n° 49.

Un décret exécutif, signé par le Premier ministre, qui fixe les modalités de la bonification du taux d'intérêt des prêts accordés par les banques et les établissements financiers, ainsi que le pourcentage de la marge bénéficiaire applicable aux produits de financement islamique pour l'acquisition d'un logement collectif pris en charge par le Trésor. Dans le détail, cette bonification est de 5%, lorsque les revenus du bénéficiaire, augmentés le cas échéant, par ceux de son conjoint, sont supérieurs à une fois le SNMG et inférieurs ou égaux à six fois le SNMG. Ce taux de bonification est de 3%, lorsque les revenus du bénéficiaire, augmentés le cas échéant, par ceux de son conjoint, sont supérieurs à six fois le SNMG et inférieurs ou égaux à 12 fois le SNMG. Par ailleurs, le texte fixe les mêmes conditions concernant la bonification du taux d'intérêt des prêts accordés par les banques, ainsi que du pourcentage de la marge bénéficiaire applicable aux produits de financement islamique pour la construction d'un logement rural ou d'un logement individuel réalisé sous la forme groupée ou dans le cadre de l'offre foncière publique, dans des zones définies des wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux, pris en charge par le Trésor. «Le logement individuel, sous la forme groupée ou dans le cadre de l'offre foncière publique, ne peut être réalisé que dans des zones définies des wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux, telles que définies par arrêté du ministre chargé de l'habitat», précise le décret exécutif. Ajoutant que le taux d'intérêt à la charge du bénéficiaire résulte du différentiel entre le taux d'intérêt applicable par les banques et les établissements financiers et le taux de la bonification à la charge du Trésor, et ce, selon le type de logement et les tranches de revenus définis. Toutefois, le taux d'intérêt et le pourcentage de la marge bénéficiaire à la charge du bénéficiaire, ne peuvent être inférieurs à 1%, lorsque les revenus du bénéficiaire, augmentés le cas échéant, par ceux de son conjoint,

sont supérieurs à une fois le SNMG et inférieurs ou égaux à six fois le SNMG. Ils ne peuvent être inférieurs à 3%, lorsque les revenus du bénéficiaire, augmentés le cas échéant, par ceux de son conjoint, sont supérieurs à six fois le SNMG et inférieurs ou égaux à 12 fois le SNMG. En outre, le texte fixe la « Mourabaha », l' « Ijara » et l' « Istisna'a » comme étant les contrats de financement, exécutés dans le cadre du financement islamique, éligibles à la prise en charge du pourcentage de la marge bénéficiaire par le Trésor. Il s'agit là de dispositions réglementaires qui facilitent l'accès au logement pour le citoyen qui souhaite acquérir un prêt dans le respect de la charia, tout en clarifiant à travers un cadre réglementaire les procédures de ces prêts pour les gestionnaires des banques et des établissements financiers.



Le pétrole clôture la semaine sous 82 dollars

Le baril frôle la correctionnelle !

Le Brent a flirté avec la barre des 80 dollars jeudi avant de rebondir puis finir à 81,13 dollars vendredi, cédant au passage 1,24 dollar.

Deux éclairs dans la grisaille et puis c'est tout. Les cours de l'or noir qui ont débuté la semaine sur deux baisses consécutives (lundi et mardi) ont redressé la barre (mercredi et jeudi. Avant qu'ils ne fléchissent encore vendredi dernier. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre a reculé de 1,24 dollar pour terminer la semaine à 81,13 dollars. Son équivalent américain, le West Texas Intermediate, avec la même échéance a, quant à lui, lâché 1,12 dollar pour afficher 77,16 dollars. Les cours du pétrole ont fléchi ce jour- là affaiblis par le manque de certitudes du marché, quant à la conjoncture économique mondiale et la demande d'or noir, nous dit-on. «Les cours sont restés sous pression cette semaine», a commenté, dans une note, Barbara Lambrecht, du second groupe bancaire allemand, Commerzbank. «Les craintes quant à l'économie mondiale relèguent au second plan le fait que les stocks (américains) sont très tendus», a renchéri Phil Flynn, de Price Futures Group. Il faut savoir que les réserves commerciales de brut sont au plus bas depuis cinq mois aux États-Unis. Elles restent sur quatre semaines consécutives de baisse. Ce qui les ont fait fondre de plus de 24 millions de barils. Quant à la conjoncture, la banque centrale de Chine (Pboc) a pris le marché de cours, jeudi, en abaissant le taux directeur pour les prêts à moyen terme (Mlf). Cette décision «témoigne de préoccupations quant à des perspectives de croissance qui s'assombrissent», ont estimé les économistes de Pantheon Macroeconomics. Les opérateurs gardent aussi en tête la possibilité d'une élection

de Donald Trump, qui a promis d'accélérer l'extraction de pétrole et de gaz, pour faire baisser les prix de l'énergie et stimuler l'économie, signalait Phil Flynn. Il était dit que le baril boirait le calice jusqu'à la lie. Les choses se présentaient pourtant sous un autre aspect la veille. Mais avec quelques frayeurs tout de même. L'or noir avait débuté la séance dans le rouge, les opérateurs se concentrant de nouveau sur le manque d'allant de l'économie chinoise. À l'approche de 80 dollars (80,03 dollars à son plus bas) le Brent a fini par se ressaisir, le WTI lui emboîtant le pas. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre a avancé de 0,80% pour clôturer à 82,37 dollars, tandis que la référence américaine, Wti, pour la même échéance progressait à son tour de 0,88% à 78,28 dollars. Les cours du pétrole avaient reculé avant de rebondir, grâce à une réaction technique, mais aussi aux chiffres de croissance économique américaine meilleurs que prévu. «Il y a beaucoup de soutien autour de ce seuil de 80 dollars», a expliqué Andy Lipow, analyste de Lipow Oil Associates. Dans un second temps, le marché a bien accueilli le rapport du ministère américain du Commerce, selon lequel la croissance économique des États-Unis a atteint 2,8% en rythme annualisé au deuxième trimestre, soit bien plus que les 2% annoncés par les économistes. «Ces chiffres sont positifs pour le marché du pétrole, parce qu'ils nous permettent d'anticiper une demande correcte aux États-Unis jusqu'à la fin de l'année», a commenté Andy Lipow. Ce rebond significatif s'est amorcé vingt-quatre heures auparavant. Les cours du pétrole avaient en effet repris du poil de la bête mercredi, après quatre séances consécutives de repli, grâce à des achats d'opportunité, une nouvelle baisse des stocks de brut américains et des incendies dans l'ouest du Canada. Le baril de Brent de la mer du Nord s'est bonifié de 0,86% à 81,71 dollars. Son équivalent américain, le West Texas Intermediate a pris de son côté 0,81 dollar pour finir à 77,59 dollars. Les causes? Des incendies qui ravagent actuellement la province canadienne de l'Alberta, qui assure plus de 80% de la production pétrolière du pays. Les cours de l'or avaient aussi bénéficié du rapport de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), qui a fait état d'une baisse des stocks américains de brut qui ont fondu de 3,7 millions de barils, la semaine dernière. Il s'agit de la quatrième contraction d'affilée pour ces réserves, qui ont perdu plus de 24 millions de barils depuis fin juin. Cela n'a pourtant pas suffi pour que le baril finisse la semaine sur une bonne note.



Café

Pourquoi les prix ont explosé

Le Vietnam est le premier producteur mondial de Robusta, et impacte fortement le cours global.

Les amateurs de café broient du noir. Une géopolitique explosive conjuguée à des conditions climatiques extrêmes et à l'inévitable jeu de spéculation sur le marché mondial, donnent des ailes au prix du café. L'Algérie et à l'instar des autres pays, subit de plein fouet cette hausse, pourtant prévisible, car pressentie par les observateurs au cours de ces dernières années. En effet, depuis l'épisode Covid-19, la filière caféière se porte mal. Aux caprices de la météo, notamment une forte sécheresse qui avait frappé le Brésil en 2021 et qui a fait chuter ses rendements de près de 70%, viennent, aujourd'hui, se greffer les tensions en mer Rouge. Ces dernières ont sérieusement aggravé la donne en impactant les coûts de la logistique. Chemin faisant, l'inexorable cours haussier aura vite fait de monter le prix du café, particulièrement le Robusta, lequel représente plus de 85% de la valeur totale des importations. En un an, le cours de Robusta s'est envolé pour atteindre, la rondelette somme de 3 500 euros, la tonne en 2024. Soit, un record depuis 2008. Les raisons de cette explosion du cours de Robusta sont donc nombreuses. La première étant celle qui frappe toute la planète et par voie de conséquence les pays producteurs: le réchauffement climatique. Outre le Vietnam, la Côte d'Ivoire, l'Indonésie, le Brésil, l'Italie et l'Ouganda sont les principaux fournisseurs de café sur le marché algérien. Ces soubresauts du marché mettent mal à l'aise les opérateurs, dont certains, évoquent des pratiques inédites qui concourent à la hausse violente du prix du café. «Le Vietnam est le premier producteur mondial de Robusta, et impacte fortement le cours global. Depuis deux années de récolte, l'approvisionnement en café y est compliqué avec une combinaison de baisse de production, affectée par la sécheresse, et de rétention des cafés par les producteurs...» évoquent certaines sources. Aussi, et selon l'Agence Bloomberg, les prix du café devraient augmenter encore plus en raison de la rupture des approvisionnements en provenance des principaux producteurs tels que le Vietnam et le Brésil. Finalement, le marché du Robusta n'a jamais été aussi haut de toute son histoire. Face à l'emballement du prix du café, le gouvernement algérien a pris les devants. En effet, le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a présidé une réunion interministérielle pour prendre les mesures nécessaires face à la hausse des prix mondiaux du café et à ses répercussions sur le marché local, et ce, conformément aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre. «Conformément aux instructions de Monsieur le président de la République relatives au suivi continu de l'approvisionnement du marché en produits de large consommation et à la protection du pouvoir d'achat des citoyens, le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a présidé, ce 27 juillet 2024, une réunion interministérielle pour prendre les mesures nécessaires face à la hausse des prix mondiaux du café et à ses répercussions sur le marché local», a-t-on appris de même source. À cet égard, plusieurs mesures ont été décidées, notamment l'accompagnement fiscal

des opérateurs économiques en activité dans ce secteur, le plafonnement des marges bénéficiaires à l'importation et à la distribution en gros et au détail et l'affectation d'un circuit vert aux importateurs par les services des Douanes pour faciliter les procédures d'importation de ce produit, est-il en outre précisé. Ont pris part à cette réunion le président du Conseil du renouveau économique algérien (Crea) et nombre d'opérateurs économiques du secteur concerné.



Stabiliser le prix du café sur le marché national : l'engagement du Président

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'engage à suivre continuellement la situation de l'approvisionnement du marché local en produits de large consommation, pour protéger le pouvoir d'achat du citoyen.

Ainsi, sur instruction du chef de l'État, le gouvernement s'est réuni samedi sous la présidence du Premier ministre, Nadir Larbaoui, et en présence du président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, en vue d'examiner une série de mesures, pour faire face à la hausse des prix internationaux du café et de son impact sur le marché local. Il a été décidé, à cet effet, le «soutien fiscal aux opérateurs économiques actifs dans ce domaine, le plafonnement des marges bénéficiaires pour l'importation, la distribution en gros et au détail, mais aussi la création par les autorités douanières d'un couloir vert spécial pour les importateurs, afin de faciliter les procédures d'importation de ce produit». Il faut souligner que la hausse des prix en Algérie persiste encore sur certains produits, malgré la tendance générale contraire sur la plupart des autres prix, puisque l'indice des prix à la consommation, tel qu'il est calculé par l'ONS, marque une certaine stabilisation pour cette année 2024. Il s'agit surtout des produits alimentaires importés, qui connaissent sur le marché international une tendance haussière qui se répercute sur l'économie algérienne. Quels sont ces produits dont la hausse des prix est encore forte ? En réponse à cette question, le professeur Hamidouche M'hamed considère que pour le contexte mondial des prix du café en 2024, ils ont connu une augmentation notable. En juin, le prix du café Robusta a atteint 4,504 US\$ par kilogramme, enregistrant une hausse de 54,63% par rapport à l'année précédente. Le café Arabica n'est pas en reste, avec une augmentation de 47%, atteignant 5,125 US\$ par kilogramme, a-t-il informé. Selon lui, cette augmentation des prix est principalement attribuée à plusieurs facteurs, tels que : les conditions climatiques, comme les gels et les sécheresses au Brésil, principal producteur mondial de café, qui ont réduit les rendements agricoles de 20% par rapport aux prévisions annuelles. En Asie et en Afrique, les conditions climatiques ont également perturbé les récoltes, diminuant l'offre mondiale de café de 15%. D'autre part, les fluctuations

monétaires ont joué un rôle significatif. Le réal brésilien s'est apprécié de 10% par rapport au dollar US entre janvier et juin 2024. En Asie, la dépréciation de la roupie indonésienne, par exemple, a impacté les coûts d'exportation, avec une baisse de 8% par rapport au dollar US. En Afrique, les variations du shilling tanzanien ont influencé les coûts de production et d'exportation, enregistrant une dépréciation de 12% par rapport au dollar US, a-t-il analysé. Les coûts de production et de logistique ont également contribué à cette hausse. Les coûts des engrais ont augmenté de 30%, en raison des tensions géopolitiques, et les coûts de transport maritime ont doublé, en raison de la pénurie de conteneurs. En Afrique, les coûts de main-d'œuvre et d'énergie ont augmenté, contribuant à la hausse des coûts de production, a -t-il indiqué.

Hausse du lait en poudre

En ce qui concerne le lait en poudre, selon l'expert, les prix mondiaux ont également augmenté, influencés par plusieurs facteurs. L'augmentation des coûts de l'alimentation animale, notamment les prix des céréales comme le maïs et le soja, ayant enregistré une hausse de 25% en 2024. Durant le mois de juillet 2024, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement ont été marquées par une «augmentation de 40 % des coûts logistiques, en raison des hausses des coûts de transport». Également, la demande croissante en Asie a joué un rôle, avec une augmentation de 15%, principalement en Chine et en Inde, en raison d'une «hausse de la consommation de produits laitiers», a-t-il détaillé. Pour l'orateur, la situation en Algérie a fait que le prix d'un paquet de 250 grammes de café moulu a augmenté de 30 à 70 DA, selon la marque, soit une augmentation de 10 à 15% par rapport au prix initial. Cette augmentation est due à plusieurs facteurs internes, notamment «la dépréciation du dinar algérien de 8% par rapport au dollar en 2024, ce qui a également contribué à l'augmentation des prix au détail». Vis-à-vis du lait en poudre, le prix d'un paquet d'environ 400 grammes a «augmenté de 100 DA, représentant une hausse d'environ 26% par rapport au prix initial». Cette situation est amplifiée par la dépendance de l'Algérie aux importations en la matière, le pays important 87% de son lait, ce qui le rend particulièrement vulnérable aux fluctuations des prix mondiaux, a-t-il commenté. À propos de l'impact des hausses sur les consommateurs, le Pr Hamidouche M'Hamed pense que l'augmentation des prix de produits, comme le café moulu et le lait en poudre, a un impact significatif sur le pouvoir d'achat des ménages, en particulier ceux à revenu faible et moyen. «Une augmentation moyenne de 20% pour ces deux produits réduit significativement le pouvoir d'achat». De plus, ces hausses de prix «affectent la sécurité alimentaire, augmentant le risque de malnutrition dans les segments les plus vulnérables de la population, notamment pour les protéines issues du lait et des produits dérivés». Afin d'atténuer l'impact de ces augmentations, l'économiste souligne que plusieurs mesures peuvent être envisagées. Il s'agit, selon lui, d'un renforcement de la production locale, pour réduire la dépendance aux importations, avec un objectif d'augmenter la production de lait local de 20% d'ici 2025, à titre d'exemple. Aussi, l'amélioration de la logistique, en investissant dans des infrastructures pour réduire les coûts de transport internes, pourrait réduire les coûts logistiques de 10%, au cours des deux prochaines années. Enfin, la

création de centrales d'achat, ce qui permettrait de négocier des prix plus compétitifs, en effectuant des achats en gros, réduisant ainsi les coûts pour les petits commerçants. De plus, la réforme du système bancaire est impérative, pour permettre aux importateurs nationaux d'accéder aux options, swaps de devises, et futures à travers les banques commerciales, offrant ainsi des moyens de se protéger contre les fluctuations des taux de change et des prix, a -t-il conclu.



Marché parallèle : l'Euro vaut 241 dinars

A la Banque d'Algérie, les cotations commerciales de la monnaie nationale indiquent que l'Euro maintient sa stabilité avec un taux d'achat de 145.97 dinars algériens et un taux de vente de 146.04 dinars algériens. Le cours du billet vert, lui, se situe à 134.55 dinars algériens à l'achat et un prix de vente de 134.56 dinars algériens. Pour les autres monnaies, la Livre sterling affiche 173.45 dinars algériens à l'achat et un taux de vente de 173.56 dinars algériens.

Au marché parallèle de change, l'euro atteint les 239.00 dinars algériens à l'achat et 241.00 dinars algériens à la vente. Le dollar américain se négocie à un taux d'achat de 220.00 dinars algériens et un taux de vente de 222.00 dinars algériens. Quant à la monnaie britannique, elle affiche des niveaux très élevés avec un taux d'achat de 280.00 dinars algériens et un taux de vente de 282.00 dinars algériens.



Reprise des relations entre l'Algérie et l'Espagne : Zitouni s'exprime

Les relations entre l'Algérie et l'Espagne semblent revenir à la normale, marquées par une reprise des échanges commerciaux. Le signe de cette normalisation est l'exportation imminente de 150 000 tonnes de fer par l'entreprise Tosyali Algérie vers l'Espagne. Cette information a été confirmée par le ministre du Commerce, Tayeb Zitouni.

Intervenant sur le plateau de la [télévision publique](#), le ministre a affirmé que l'Algérie était prête à renforcer ses relations économiques avec l'Espagne. « Nous sommes ouverts à toutes les demandes de partenariats économiques avec l'Espagne, et nous offrons toutes les facilités nécessaires, » a déclaré Zitouni.

Cette ouverture est principalement due au réchauffement des relations après que l'Espagne a adopté une position qualifiée de « souveraine et courageuse » par rapport à la cause palestinienne, en accord avec les principes de la diplomatie algérienne, selon le ministre.

M. Zitouni a rappelé que les échanges commerciaux avec l'Espagne étaient auparavant normaux, mais que les opérateurs économiques algériens avaient souvent pris des positions militantes sans directives politiques explicites.

« En tant que petits-fils de Larbi Ben M'hidi, les opérateurs algériens agissent en militants. Ils prennent des positions en faveur de la Palestine, même sans une décision officielle de l'Algérie de stopper les échanges avec l'Espagne, » a-t-il expliqué.

Zitouni a souligné que l'Algérie ne pouvait pas commercer et investir avec un pays qui ne respectait pas les principes de bon voisinage, notamment le soutien aux causes justes dans le monde.

Toutefois, il a noté que la reprise des relations commerciales avec l'Espagne, suite à son changement de position, devrait intensifier les échanges et encourager les entreprises algériennes à multiplier les partenariats avec leurs homologues espagnols.

Le ministre a conclu en précisant que « la diplomatie économique suit la diplomatie » et que lorsque les relations sont bonnes, tout le reste suit. Il a réaffirmé que l'Algérie restait fidèle à ses principes, qu'elle défend et n'abandonne jamais.

Retour sur la crise entre l'Algérie et l'Espagne

La crise diplomatique entre l'Algérie et l'Espagne a été déclenchée en mars 2022 en raison de la décision du gouvernement espagnol de soutenir le plan marocain pour le Sahara occidental.

Cette décision a entraîné des représailles de la part des autorités algériennes, avec le rappel de l'ambassadeur d'Algérie à Madrid et la suspension du Traité d'amitié de coopération et de bon voisinage, ainsi que la suspension des transactions commerciales entre les deux pays, en juin de la même année.

La crise diplomatique entre Alger et Madrid a duré 19 mois (mars 2022-novembre 2023). Le processus de dégel des relations entre l'Algérie et l'Espagne a débuté lors de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2023, où Alger et Madrid ont renoué contact.

L'évolution du discours de Pedro Sánchez, chef du gouvernement espagnol, sur la question du Sahara a joué un rôle crucial dans cette détente. Les déclarations de Sánchez à l'ONU, plaidant pour une solution au conflit du Sahara occidental conforme à la « charte des Nations Unies et des résolutions du Conseil de Sécurité, » ont été bien accueillies à Alger.

La position espagnole en faveur de la création d'un État palestinien a également contribué au dégel des relations, comme en témoigne le discours d'investiture de Pedro Sánchez appelant Israël à mettre fin à la « tuerie aveugle » des Palestiniens.

En novembre 2023, l'Algérie a nommé nouvel ambassadeur en Espagne, en la personne de Abdelfetah Daghmoum.

Le rétablissement des relations diplomatiques entre l'Algérie et l'Espagne a ouvert la voie à la reprise des relations commerciales entre les deux pays. Entre janvier et février derniers, l'Algérie avait autorisé l'[importation d'intrants avicoles](#) et de la [viande rouge fraîches en provenance d'Espagne](#).

الشروق
إخبارية وطنية

زيادة على رجحان الميزان التجاري بشكل غير مسبوق
هذه خسائر إسبانيا جرّاء أزمتهما مع الجزائر في 24 شهرا



بعد انقضاء نحو عامين ونصف من انقلاب موقف الحكومة الإسبانية بشأن النزاع في الصحراء الغربية، وتحيزها الفاضح للطرح المخزني المتعلق بالحكم الذاتي، خسرت مدريد معظم معاركها مع الجزائر، خصوصا الاقتصادية منها، حيث كان وقعها مباشرا ومحسوسا على الطرف الإسباني. ولعل آخر هذه التجليات ما تعلق بعقد ضخمة لشركة توسيالي الجزائري للحديد الصلب، التي تتجه لإبرام صفقة لتصدير كميات من منتجاتها تقدر بـ150 ألف طن نحو هذا البلد الأوروبي، ما سيعزز زبائن الشركة التي ما فتئت تتوسع في مختلف جهات العالم. ومن "المعارك" التي كسبتها الجزائر وخرجت منها في ثوب المنتصر، ما تعلق بعقود الغاز، بتعزيز سوناطراك لمكانتها في هذه السوق الطاقوية، بعد نحو عامين ونصف على نشوب الأزمة في هذا السياق، وبعد محاولات لحكومة مدريد لعبت خلالها بالنار بحثا عن موردين آخرين بالغاز.

الطبيعي لتعويض الإمدادات الجزائرية، إلا أن إسبانيا عادت إلى جادة صوابها، بعد أن اكتشفت على مدار نحو 24 شهرا أنه لا مناص من غاز الجزائر بالنظر لوفرتة وقربه الجغرافي أيضا، وعلى وجه الخصوص أسعاره.

وقبل أيام قليلة أعلنت شركة "ناتورجي" عن إتمام اتفاق جديد مع سوناطراك بشأن أسعار عقود توريد الغاز، يدفع بموجبه عملاق الطاقة الاسباني تعويضات بأثر رجعي للجزائر، تتعلق بفارق الأسعار لسنة 2023. وسعر آخر لسنة 2024 ومعايير مراجعة الأسعار للفترة المقبلة التي تمتد إلى غاية 2027. ويستشف من هذا التطور، أن شركة سوناطراك ستبيع الغاز للطرف الإسباني بسعر أعلى وتعويض لما يقارب العاميين، وكميات أكبر أيضا بالنظر لإحكام قبضتها على السوق منذ عدة أشهر وتحولها إلى المورد الأول وبدون منازع للبلد الأوروبي بهذا المصدر الطاقوي الحيوي.

ووجب التنويه في هذه الجزئية أيضا إلى أن مراجعة أسعار الغاز مع الطرف الاسباني قد تمت مرتين خلال عاميين، بعد تلك التي كانت في خريف 2022، ما يعني أن سوناطراك والجزائر كسبت معركة مضاعفة فيما يتعلق بهذا الشق.

ومن المعارك "البارزة" أيضا التي كسبتها الجزائر في خضم الأزمة مع اسبانيا، ما تعلق بسقوط عرض شركة طاقة الإماراتية للاستحواذ على ناتورجي الإسبانية، التي تعتبر الزبون الأول للغاز الجزائري، وأيضا شريك سوناطراك في خط أنابيب نقل الغاز الرابط بين البلدين، فضلا عن كون الشركة الوطنية للمحروقات تحوز على أكثر من 4 بالمائة من الأسهم في ناتورجي.

وكما هو معلوم، فقد أعلنت طاقة الإماراتية منتصف شهر جوان الماضي انتهاء عرضها للاستحواذ على ناتورجي جزئيا أو كليا، بعد أكثر من شهرين من المفاوضات.

واعتبر متابعون أن الاتفاق الأخير بين سوناطراك وناتورجي بشأن أسعار عقود توريد الغاز الطبيعي إلى إسبانيا، بمثابة شهادة وفاة رسمية ونهائية للعرض الإماراتي، مثلما أكد عليه خالد بوخليفة المدير العام السابق للطاقة بوزارة الطاقة والمناجم في تصريح لـ "الشروق" قبل أيام.

وخلال الأزمة المستمرة منذ مارس 2022، حافظت الصادرات الجزائرية على تدفقها نحو إسبانيا وخصوصا الغاز والبتترول ومشتقاته، في حين عزف مستوردون جزائريون على شراء السلع الإسبانية تضامنا مع موقف الدولة بشأن قضية الصحراء الغربية، في أعقاب انقلاب موقف الحكومة الاسبانية وانحيازها لصالح الطرح المخزني للحكم الذاتي.

وكنتيجة لذلك، فقد مال الميزان التجاري بشكل غير مسبوق لصالح الجزائر خلال حصيلة سنتي 2022 و2023، ومرجح أن يواصل على نفس الموالات خلال العام الجاري.

الشروق
الجزيرة الوطنية

مرسوم تنفيذي يساوي امتيازاتها في مجال السكن مع القروض الكلاسيكية

تخفيضات في أرباح الصيرفة الإسلامية

هامش الربح في تمويلات العقار بصيغ مختلفة قد ينزل بـ90 بالمائة

يكشف رئيس لجنة الصيرفة الإسلامية على مستوى الجمعية المهنية للبنوك والمؤسسات المالية، سفيان مزاري، عن تخفيضات مرتقبة يمكن أن تصل بـ90 بالمائة في هامش ربح الصيرفة الإسلامية، المتعلقة بتمويلات السكن والعقار وفق صيغ مختلفة، ينص عليها

المرسوم التنفيذي الموقع مؤخرا من طرف الوزير الأول نذير العرباوي وسيضمن هذا المرسوم – يقول مزارى – المساواة بين التمويلات الكلاسيكية والإسلامية في مجال العقار، وهو ما كان ينتظره الجزائريون منذ إطلاق الصيرفة الإسلامية سنة 2020، في حين أن متعاملي البنوك يترقبون هذا المرسوم منذ شهر جوان 2021 وبهذا الصدد، وقع الوزير الأول نذير العرباوي مرسوما تنفيذيا، يتضمن تخفيض نسب الفائدة وهوامش الربح على القروض والتمويلات التي تمنحها البنوك، لتمويل بعض الصيغ السكنية، في مناطق محدّدة من ولايات الجنوب والهضاب العليا، ويهدف المرسوم إلى تحديد كفاءات تخفيض نسبة الفائدة على القروض التي تمنحها البنوك التقليدية، أو التمويلات المقدّمة في إطار الصيرفة الإسلامية، من أجل اقتناء سكن جماعي، بناء سكن ريفي، بناء سكن فردي منجز في شكل مجمّع، في بعض المناطق من ولايات الجنوب والهضاب العليا ويقصد بهامش الربح لمنتجات الصيرفة الإسلامية، الفارق بين سعر شراء السكن من قبل البنك، وسعر بيعه أو تأجيرها للزبون ويحدّد تخفيض نسبة الفائدة أو هامش الربح الذي تتكفّل به الخزينة العمومية، عند شراء سكن جماعي، أو بناء سكن ريفي، أو بناء سكن منجز في شكل مجمّع، أو في إطار العرض العقاري العمومي ببعض المناطق، بنسبة 5 بالمائة، عندما تكون مداخل المستفيد وزوجه، أكثر بمرة واحدة من الأجر الأدنى المضمون، وأقل من 12 مليون سنتيم و3 بالمائة، عندما تكون مداخل المستفيد وزوجه، بين 12 و24 مليون سنتيم.

كما لا تقلّ نسبة الفائدة أو هامش الربح، الذي يتحمّله المستفيد عن 1 بالمائة، عندما تكون مداخل المستفيد وزوجه، أكثر بمرة واحدة من الأجر الأدنى المضمون، وأقل من 12 مليون سنتيم و3 بالمائة، عندما تكون مداخل المستفيد وزوجه، بين 12 و24 مليون سنتيم ويقول مزارى في حديث لـ"الشروق" إن المرسوم الجديد ينتظره القائمون على الصيرفة الإسلامية منذ شهر جوان 2021، حيث سيُنهي جدلا كبيرا للتمويل الإسلامي في الشق العقاري، من خلال ضمان المساواة بين التمويلات الكلاسيكية والإسلامية من حيث الامتيازات.

وفي السياق، يشدّد مزارى على أن مكافأة الخزينة العمومية كانت تشمل سابقا فقط سعر الفائدة، في حين لا تستفيد الصيرفة الإسلامية من أية امتيازات، ما يجعل سعرها أعلى في شق العقار مقارنة مع القروض الكلاسيكية الأخرى، إلا أن هذا المرسوم التنفيذي سيرفع الحرج عن المؤسسات التمويلية التي تتوفر على الشبائيك والوكالات الإسلامية، من خلال منحها نفس المزايا.

ويعتبر المتحدث أن هذا القرار سيُنهي تردّد العديد من الزبائن الذين كانوا متخوفين من الخوض في عمليات عقارية بتمويل إسلامي، بحكم أن التمويل الإسلامي كان أكثر تكلفة، خاصة السكنات الترقية العقارية وتمويلات السكن الترقوي العمومي "أل بي بي"، فمثل هكذا مرسوم سيفتح المجال للعديد من المواطنين لخوض تجربة التمويل الإسلامي من دون مخاوف.

ويجزم مزارى أن هذه الخطوة اعتراف من طرف الحكومة بتكملة ملف تعميم التعاملات

المالية البنكية المطابقة للشريعة، ووضع الصيرفة الإسلامية والكلاسيكية على نفس القدم، وبنفس الامتيازات وفتح المنافسة بينهما بطريقة نزيهة، حيث يكون اختيار الزبون لمن يبتكر أحسن وليس لمن ينال امتيازات أوسع، مع الأخذ بعين الاعتبار التمويل الأنسب له ويعتبر رئيس لجنة الصيرفة الإسلامية بالجمعية المهنية للبنوك أن المرسوم الجديد لا يسقّف هامش الربح مثلما كان متوقّعا، وإنما يخفّض نسبته بـ5 بالمائة على سبيل المثال لمن يتقاضى بين 1 إلى 6 مرات أضعاف الدخل الوطني الأدنى، ويخفّضه بـ3 بالمائة لمن يتقاضى بين 6 إلى 12 مرة أضعاف الدخل الأدنى، في حين أن هامش الربح سيختلف من بنك إلى آخر، إذ ستكون المنافسة مفتوحة بين المؤسسات المالية، فمثلا القرض الشعبي الجزائري الذي يقترح هامشا على مريحة العقار يصل 5.25 بالمائة، سينخفض إلى 0.25 بالمائة في بعض الحالات، وسيصبح شبه منعدم لفئة أصحاب الدخل المنخفض، في حين أن التخفيضات قد تصل 90 بالمائة.

الشعب

مليون دولار صادرات الجزائر في 2023 من المنتجات الفلاحية والصناعات التحويلية

حققت الجزائر 397 مليون دولار من الصادرات في عدد من الشعب الواعدة في مجالات الفلاحة و الصناعات التحويلية منها البيسكويت والعجائن والمشروبات الغازية، بحسب مديرة مركزية بمديرية متابعة وترقية المبادلات التجارية بوزارة التجارة وترقية الصادرات، مقيدش فرح

حقق الجزائر هذا الرقم بفضل السياسة الوطنية الجديدة الداعمة للاستثمار في قطاعات كانت إلى وقت قريب يهيمن عليها الاستيراد

وقالت مقيدش في حديث للإذاعة الوطنية، اليوم الأحد، إن "جائزة رئيس الجمهورية السنوية لتكريم وتشجيع أفضل المصدرين تعد حافزا للمؤسسات الوطنية من أجل المضي قدما في مجال الإنتاج و الإبداع و الولوج إلى أفضل الاسواق الإقليمية و القارية .

واعتبرت المسؤولة ذاتها، بأن وزارة التجارة وترقية الصادرات، "تعمل حاليا وفق رؤية مدروسة بالتعاون مع لجنة متعددة القطاعات على مرافقة عديد من الشعب الواعدة في مجالات الفلاحة و الصناعات التحويلية و التي تشهد المزيد من النمو وتقرب أكثر من تلبية حاجيات السوق الوطنية وهو ما يتيح فرصة توجيه جزء من هذه المنتجات نحو الأسواق الخارجية وخاصة القارة الإفريقية

وبحسب مقيدش فرح، "هناك العديد من المؤشرات الايجابية تعزز الثقة والتفاؤل بقدرة المؤسسة الجزائرية على قلب المعادلة التقليدية القائمة على الاستيراد والتوجه أكثر نحو

التصدير ومنها سياسة تصدير "مواد البناء والاسمنت" وهي تجربة يمكن الافتخار بها، إلى جانب تصدير الحديد، وهو اليوم من القطاعات الواعدة خصوصا مع انطلاق الأشغال بمنجم "غارا جبيلات" بحيث سيجعل من الجزائر بلدا رائدا ورئيسيا في مجال إنتاج "وتصدير الحديد".

وأضافت مقيدش "نحن نعمل كذلك على مرافقة ودعم قطاعات واعدة و منها الخدمات والسياحة والمناجم باعتبارها روافد مهمة للاقتصاد الوطني و فق ديناميكية تراعي التوجه الوطني لبلوغ 29 مليار دولار سنويا من الصادرات خارج المحروقات في آفاق سنة 2030."

وتابعت المسؤولة ذاتها، " متفائلون بقدرة المؤسسات الجزائرية على بلوغ هذا الهدف خاصة في ظل سياسة الاستثمارات و التحفيزات المقدمة للمنتجين و الصناعيين خلال السنوات الأخيرة وكذلك في إطار سياسة ترشيد الواردات والتي بدأت تعطي ثمارها من خلال بلوغ معدل النمو الوطني 4.2 بالمائة وهي نسبة مرضية تبرز قدرة الاقتصاد الوطني على العودة إلى النمو بعد الأزمة العالمية التي ضربت اقتصاديات دول العالم، "جاءت تداعيات جائحة كورونا، فيما بلغ معدل الناتج الوطني الخام 260 مليار دولار